

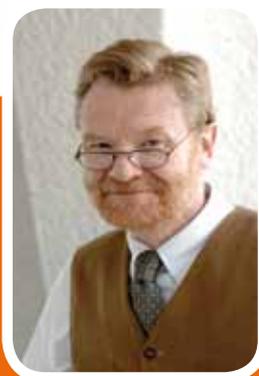
L'ENSEIGNEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE: ÇA COMPTE!

No. **1** Mars 2009



Index

Europe	3
Amériques	7
Afrique	10
Asie	13
États arabes	14
Plates-formes d'éducation	15



Éditorial

Seuls 20% de la population mondiale bénéficient d'une couverture suffisante par la sécurité sociale, et plus de la moitié des habitants de la planète ne sont pas couverts du tout. Actuellement, moins de 10% des travailleurs, dans les pays les moins développés, sont couverts par la sécurité sociale. Dans les pays à revenu moyen, les taux de couverture varient entre 20 et 60%, alors que dans la plupart des pays industrialisés, ils sont proches de 100%. La sécurité sociale comprend l'accès aux soins de santé et à la sécurité du revenu (en particulier durant la vieillesse), la protection contre le chômage, la maladie, l'invalidité, les accidents du travail, la perte de l'apporteur de revenu principal et les problèmes liés à la maternité.

Les préoccupations exprimées par les gouvernements, les employeurs et les travailleurs ont conduit l'OIT à lancer en 2003 une «Campagne mondiale sur la sécurité sociale et la couverture pour tous». Cette Campagne s'appuie sur les actions de l'OIT déjà en cours dans plus de trente pays. Elle comprend des projets visant à aider les pays à étendre la couverture de la sécurité sociale au niveau national et à renforcer les institutions de sécurité sociale communautaires. Depuis le lancement de la Campagne, le Programme de sécurité sociale du BIT a recherché, analysé et piloté différents moyens et méthodes d'extension de la couverture des systèmes de soins de santé et de fourniture de prestations de base universelles en espèces. Pour répondre à ces besoins et contribuer à la réalisation des objectifs du travail décent dans le monde entier, l'OIT a reconnu que l'éducation, la formation et le renforcement des capacités (ETCB selon le sigle anglais) sont des éléments absolument essentiels. Ils sont en effet cruciaux lorsque l'on intervient dans les domaines de la sécurité sociale et de la protection sociale, où la réalisation de l'objectif de l'extension de la couverture à des populations non protégées exige de toutes les parties prenantes qu'elles renforcent leurs capacités.



Reconnaissant l'importance des ETCB et pour répondre efficacement aux besoins des mandants de l'OIT, le Département de la sécurité sociale (SEC/SOC) du Secteur de la protection sociale du BIT a intégré dans sa structure une nouvelle unité chargée des questions de ETCB dans le domaine de la sécurité sociale, dans toutes les régions. Cette nouvelle unité de SEC/SOC renforcera et encouragera la collaboration et la coordination avec le Centre international de formation de l'OIT à Turin (ITC-Turin) ainsi qu'avec d'autres organisations internationales, régionales et sous-régionales. L'une des initiatives de la nouvelle unité ETCB va consister à mettre sur pied et animer un réseau mondial d'universités accueillant des «chaires de sécurité sociale OIT».

L'éventail des activités ETCB comblera un apprentissage à distance avec des cours à court, moyen et long termes et s'appuiera sur les plates-formes existantes de partage des connaissances du Département de la sécurité sociale et de l'ITC-Turin telles que la Stratégie mondiale d'extension de la sécurité sociale (SMESS)¹, le Centre d'apprentissage et de ressources sur l'inclusion sociale (CIARIS)² et le Campus virtuel de la protection sociale³. La stratégie ETCB du Département de la sécurité sociale permettra également de satisfaire les besoins spécifiques des gouvernements, des travailleurs et des employeurs. Du côté gouvernemental, elle bénéficiera à différentes parties prenantes telles que les ministères du travail, les ministères de la protection sociale, les institutions de sécurité sociale et les autorités de tutelle. De plus, les activités ETCB permettront, en fonction de demandes spécifiques, d'exercer une certaine influence sur les parlementaires ou les membres d'un congrès qui ont l'expérience de la sécurité sociale – et qui sont généralement membres des commissions de la protection sociale ou de la sécurité sociale. Des cours spécialement conçus seront également dispensés aux juges qui traitent de la question des droits d'accès à la protection sociale et à la sécurité sociale.

Le Département de la sécurité sociale publiera régulièrement une série de bulletins, dont chacun sera consacré à un aspect différent de nos activités.

1 Stratégie mondiale d'extension de la sécurité sociale (www.socialsecurityextension.org)

2 CIARIS. Centre d'apprentissage et de ressources sur l'inclusion sociale (<http://ciaris.org/>)

3 Campus virtuel de la protection sociale, Apprendre sans frontières (<http://socialprotection.ilo.org/index4.php?mod=hom>)

«L'enseignement de la sécurité sociale, c'est important !» paraîtra une fois par an, en mars, et trois autres bulletins d'information seront publiés le reste de l'année. En juin, nous publierons un numéro spécial sur la politique, «La politique de sécurité sociale, ça compte!»; en septembre, nous publierons notre bulletin « La coopération technique en matière de sécurité sociale, c'est important!» et en décembre nous présenterons notre bulletin «Ce qui se passe dans le domaine de la sécurité sociale, c'est important!», consacré aux questions actuarielles et financières.

Dans ce premier numéro de «L'enseignement de la sécurité sociale, c'est important!», vous trouverez un bilan des récentes activités menées dans le monde en matière d'ETCB, ainsi que des informations sur les activités en cours et les activités prévues jusqu'à la fin de 2009. Les coordonnées des personnes à contacter pour chaque activité figurent également dans ce numéro. J'espère que vous jugerez intéressante cette première publication. Je me réjouis de recevoir vos remontées d'information et vos suggestions quant à la façon de renforcer en permanence nos activités dans le domaine de l'ETCB et de contribuer à la réalisation des objectifs de l'OIT consistant à renforcer et étendre la protection sociale dans le monde entier.

Avec mes meilleures salutations,

Michael Cichon

Directeur

Département de la sécurité sociale

Contacts

Michael Cichon

Directeur

Département de la sécurité sociale

secsoc@ilo.org

+41 22 799 6630 ou +41 22 7997565

Alejandro Bonilla Garcia

Chef

Éducation, formation et renforcement des capacités (ETCB)

bonilla@ilo.org

+41 22 799 6633

Europe

Le Département de la sécurité sociale (SEC/SOC) a établi un certain nombre de partenariats pour faire connaître et appliquer les principes, objectifs et techniques de l'OIT en matière de protection sociale, dans le cadre de cours d'université ordinaires en Europe. Les deux principales activités de ce type sont la Maîtrise ès financement de la politique sociale, à l'Université de Maastricht, Pays-Bas, et la Maîtrise ès sciences actuarielles à l'Université de Lausanne, Suisse.

Contacts

Krzysztof Hagemeyer

Chef

Politique de sécurité sociale

hagemeyer@ilo.org

+41 22 799 7813

Kenichi Hirose

Spécialiste principal en sécurité sociale

hirose@ilo.org

+361 301 4900

1.1 Maîtrise ès financement de la politique sociale

Maastricht, Pays-Bas

Cours à l'université et formation en protection sociale

Depuis 2000, le BIT et son Département de la sécurité sociale (SEC/SOC), en particulier, coopèrent avec la Graduate School of Governance de l'Université de Maastricht, aux Pays-Bas, pour former des spécialistes en politique sociale. La Graduate School of Governance de Maastricht a ainsi créé un programme de maîtrise ès politique publique et développement humain offrant entre autres deux filières qui présentent un intérêt particulier pour le BIT : le financement de la politique sociale et l'élaboration de la politique sociale. Tous les cours sont dispensés en anglais.

Cette coopération est basée sur un Protocole d'accord signé par les deux parties en 2000.

Fondé sur sa vaste expérience technique de l'analyse de la situation financière et des perspectives des systèmes de sécurité sociale dans le monde, l'apport actuel du BIT-SEC/SOC consiste à dispenser un enseignement dans les filières suivantes :

- » Le financement de la protection sociale;
- » La budgétisation sociale;
- » La pratique actuarielle dans le domaine de la protection sociale;
- » Le financement des soins de santé.

L'école dispense elle-même un enseignement dans d'autres filières, au nombre desquelles:

- » La gouvernance, les grandes options possibles, la politique et les processus;
- » L'économie publique et l'analyse empirique;
- » Le risque et l'incertitude;
- » L'analyse de la politique publique.

Le programme de maîtrise de un an comprend la préparation d'une thèse de maîtrise.

Il est également possible de ne participer qu'à une sélection des cours susmentionnés («filiales») qui durent habituellement quatre semaines. Récemment, la filière « Budgétisation sociale » a suscité l'intérêt du gouvernement thaïlandais qui y a inscrit plusieurs de ses fonctionnaires parvenus à mi-parcours de leur carrière professionnelle. La participation de ces personnes aux cours a été facilitée par des bourses d'études offertes par l'Union européenne dans le cadre du projet actuel Thaïlande-UE de réforme des soins de santé. L'UE a également financé la participation d'un certain nombre de fonctionnaires thaïlandais parvenus à mi-parcours de leur carrière au cours complet de maîtrise (filière «Financement de la politique sociale»). Le petit nombre d'étudiants et le suivi rigoureux de leur travail par une interaction avec les conférenciers, les enseignants et les tuteurs sont la garantie d'un taux de réussite maximum.

Le BIT-SEC/SOC propose plusieurs stages d'au maximum six mois dans ses propres locaux à Genève, en Suisse, et/ou dans ses bureaux régionaux et de pays. Des fonctionnaires du BIT sont également disponibles pour superviser la préparation des examens de maîtrise des étudiants.

Depuis 2000, plus de 150 étudiants ont participé avec succès aux filières «Financement de la politique sociale» et «Élaboration de la politique sociale» du programme de maîtrise ès politique publique et développement humain, et certains d'entre eux ont poursuivi leurs études par un programme de doctorat.

Le BIT (BIT-SEC/SOC) s'est également engagé à soutenir, à l'avenir, la Maastricht School of Governance. Nous invitons les mandants de l'OIT à utiliser activement le programme de cette école ainsi que l'apport du BIT-SEC/SOC.

Contacts

Wolfgang Scholz

Coordonnateur, Politique budgétaire et économique, renforcement des capacités

scholz@ilo.org

+41 22 799 6639

Maastricht

Graduate School of Governance

+31 43 388 4650

info-gov@governance.unimaas.nl

http://www.governance.unimaas.nl

1.2 Maîtrise ès sciences actuarielles

Lausanne, Suisse

Depuis qu'il a commencé à être dispensé à l'automne 2005, ce cours a été suivi par une centaine d'étudiants. Il

a été créé suite à l'adoption du Processus européen de Bologne de réforme et de coordination des programmes de cours dans les universités européennes. En tant qu'élément constitutif de ce processus, l'Université de Lausanne - École des hautes études commerciales (HEC) a mis sur pied le programme sous la forme d'un cours de deux ans au niveau de la maîtrise, que l'on peut suivre à condition de pouvoir faire état d'un diplôme de licence reconnu. L'étroite collaboration entre le BIT-SEC/SOC et HEC Lausanne se traduit par l'organisation des cours I et II de pratiques actuarielles internationales dans le cadre d'un cours de maîtrise ès sciences actuarielles, à l'Université de Lausanne. Ces cours sont axés sur des sujets d'intérêt particulier et d'actualité.

Le BIT-SEC/SOC a été invité à compléter ce programme par des conférences sur la protection sociale du point de vue international et par l'apport d'une expérience internationale de la pratique actuarielle et de l'analyse de la politique sociale⁴.

Tous les cours du programme sont dispensés en anglais.



Contact

Anne Drouin

Chef, ILO-FACTS

drouin@ilo.org

+41 22 799 6375

UNIL Université de Lausanne

+41 21 692 3300

hecmasters@unil.ch

1.3 Lancement du réseau Éducation et solidarité

Le réseau Éducation et Solidarité, appuyé par le programme mondial du BIT « Stratégies et techniques contre l'exclusion sociale et la pauvreté » (STEP) et créé par l'Internationale de l'éducation, l'Association internationale de la mutualité et la Mutuelle générale de l'éducation nationale (France) a pour but de renforcer et développer les systèmes de protection sociale basés sur la solidarité en mobilisant les professionnels de l'éducation dans tous les pays du monde. Le réseau sera présenté et lancé à Paris les 14 et 15 mai 2009. La conférence permettra aux participants d'échanger des informations sur les expériences novatrices dans le domaine considéré et d'élaborer conjointement un plan d'action local. Elle est ouverte à tous les acteurs et spécialistes de la protection sociale, aux représentants des syndicats d'enseignants, aux réseaux universitaires et à toutes les organisations actives dans le domaine de la solidarité en matière de protection

4 Pour de plus amples informations, voir <http://www.hec.unil.ch/hecmasters/msc/>

sociale. <http://www.educationsolidarite.org/la-conference-internationale.html>

1.4 Le Programme de protection sociale du Centre international de formation du BIT (ITC-Turin), Turin, Italie

www.itcilo.org

Le Programme de protection sociale de l'ITC-Turin a pour but de promouvoir l'objectif stratégique de l'OIT consistant à renforcer la couverture et l'efficacité de la protection sociale pour tous grâce au développement des capacités. Outre l'organisation de cours de formation et l'offre de possibilités d'apprentissage, tant à Turin qu'au niveau des pays, l'ITC-Turin conseille les mandants de l'OIT et contribue au développement des activités de coopération.

Le Programme est exécuté en étroite collaboration et coordination avec SEC/SOC et toutes les unités du Secteur de la protection sociale du BIT, à savoir: le Département de la protection des travailleurs (PROTRAV), et notamment ses deux programmes: le Programme des conditions de travail et d'emploi (TRAVAIL) et le Programme sur la sécurité et la santé au travail et sur l'environnement (SafeWork); le Programme sur le VIH/SIDA et le Programme des migrations internationales (MIGRANT).

Le Programme « Protection sociale » comprend trois grands volets :

(a) La sécurité sociale pour tous

La réalisation de cet objectif essentiel de l'OIT est appuyée par le programme ITC-Turin au moyen de différentes activités d'apprentissage du renforcement des capacités, telles que:

- » La planification, la conception, la gestion, le financement et la gouvernance des régimes obligatoires dans les différentes branches de la sécurité sociale;
- » L'extension de la protection sociale aux populations actuellement exclues des régimes obligatoires, par des mécanismes d'assurance formels et informels, ainsi que par l'assistance sociale.

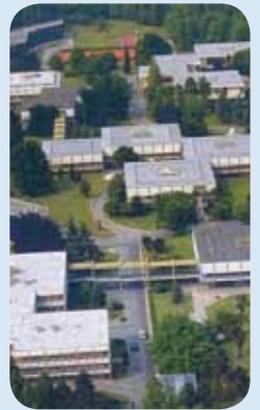
(b) La protection de la main-d'oeuvre

Ce volet est axé sur:

- » La sécurité et la santé au travail, y compris la gouvernance nationale des systèmes de gestion et d'inspection de la sécurité et de la santé au travail, ainsi que les approches sectorielles;
- » Les conditions de travail, notamment pour les travailleurs des micro-et petites entreprises et ceux de l'économie informelle
- » Les programmes et politiques relatifs au VIH/SIDA dans le monde du travail.

(c) Les migrations internationales de main-d'oeuvre

Partage
d'expériences
en sécurité
sociale



Ce volet a pour but de renforcer la protection et l'emploi décent des travailleurs migrants:

- » En traitant les différentes questions transsectorielles sous-jacentes en matière de migrations;
- » En développant les capacités de conception de politiques et de programmes aux niveaux national et régional, et les capacités de gestion des migrations du travail, en particulier par des accords bilatéraux et multilatéraux;
- » En facilitant et favorisant une compréhension commune des principaux problèmes ainsi que des outils et stratégies disponibles pour les parties prenantes, y compris les partenaires sociaux.
- » En encourageant et favorisant les ratifications des conventions de l'OIT pertinentes pour les travailleurs migrants.

Ces trois types de cours sont tous dispensés en anglais, français, espagnol et portugais, ainsi qu'en arabe et le cas échéant dans d'autres langues telles que le russe. Les cours sont ouverts aux professionnels dans leurs domaines de compétence respectifs; il peut s'agir de cours de brève durée (2 à 3 semaines), d'un apprentissage à distance sur plusieurs mois ou d'ateliers. Il existe un cours post-universitaire en sécurité et santé au travail. D'autres cours adaptés aux besoins sont mis au point et dispensés à la demande des institutions nationales et internationales et en appui aux projets de coopération technique du BIT.

Dans le cadre du volet sur la sécurité sociale, l'ITC-Turin propose en particulier une série de cours interrégionaux. On trouvera ci-dessous une liste de ceux de ces cours qui sont prévus pour 2009. Une liste des cours plus détaillée peut être obtenue à l'adresse www.itcilo.org

Cours de l'ITC-Turin en 2009

Assurance maladie sociale Cours n° A901171 Turin, 9-20 mars 2009

Les buts de ce cours sont les suivants:

- » Renforcer les capacités des planificateurs et gestionnaires dans le domaine de la conception et de la mise en œuvre des régimes d'assurance maladie sociale;
- » Améliorer la compréhension du financement de l'assurance maladie;
- » Apporter un point de vue international sur l'assurance maladie sociale grâce à des analyses comparatives et au partage des expériences des autres régimes.

Ce cours de deux semaines est destiné aux membres de la direction, aux gestionnaires, aux planificateurs, aux responsables financiers et aux autres professionnels responsables des régimes de soins de santé et des régimes d'assurance maladie, aussi bien dans le secteur gouvernemental que dans le secteur non gouvernemental. Il vise à répondre aux besoins des professionnels; toutefois, les personnes qui exercent des fonctions de recherche au sein des systèmes de santé peuvent également en bénéficier. On trouvera de plus amples informations à l'adresse: <http://www.itcilo.org/en/calendar/>



Gouvernance et investissements des régimes publics de retraite Cours n° A901170 Turin, 27 avril-8 mai 2009

Les caisses de sécurité sociale et les autres caisses de retraite du secteur public, notamment les caisses de retraite professionnelles pour les fonctionnaires et les salariés des entreprises d'État, jouent un rôle de

plus en plus important dans l'accumulation d'actifs et dans la fourniture des prestations dans le monde. En cette période de crise économique, une bonne gouvernance des fonds publics est plus importante que jamais.

Ce cours est avant tout destiné :

- » Aux membres tripartites des organes directeurs (administrateurs, gérants fiduciaires, directeurs) et aux autres membres du personnel chargés de l'administration des caisses de sécurité sociale, des régimes de retraite des fonctionnaires et des caisses de retraite financées par les entreprises d'État (par exemple les membres des commissions d'investissement, les vérificateurs internes des comptes, les conseillers juridiques et les conseillers en matière de respect des obligations légales);
- » Au personnel des services des finances, du Trésor et des ressources humaines des gouvernements ou des entreprises d'État qui financent les caisses, ainsi qu'aux membres du personnel des organisations internationales impliqués dans l'administration d'un régime de retraite et dans la gestion d'une caisse de retraite;
- » Au personnel chargé de la réglementation et de la supervision des caisses de retraite.

De plus amples informations peuvent être obtenues à l'adresse: http://www.itcilo.org/en/calendar/3178/?searchterm=&language_id=1

Régimes de pensions et financement de la sécurité sociale (en français) (également dispensé en arabe, 29 juin-10 juillet 2009) Cours n° A101255 Turin et Bruxelles, 11-29 mai 2009

La présente crise financière touche tous les secteurs dans le monde et les régimes de sécurité sociale n'y échappent pas. Si l'on ajoute à cela les problèmes que pose l'évolution démographique, l'allongement de l'espérance de vie et l'accroissement des inégalités sur notre planète, il est clair que les régimes de sécurité sociale doivent évoluer et s'adapter aux nouvelles circonstances. Cet atelier est destiné aux directeurs et au personnel des régimes de retraite, aux fonctionnaires des principaux ministères responsables du développement et de la supervision des systèmes de protection sociale et aux représentants des partenaires sociaux impliqués dans la gouvernance des institutions de sécurité so-

ciale en Afrique francophone. Il comprend une visite d'étude dans des organismes de sécurité sociale en Belgique.

De plus amples informations peuvent être obtenues à l'adresse: http://itcilo.org/en/calendar/4264/?searchterm=language_id=2

Régimes de retraite

Cours n° A901257

Turin et Rome, 21 septembre-9 octobre 2009

Dans le monde entier, les pays opèrent des changements majeurs dans les systèmes de protection sociale et en particulier dans les régimes de retraite. Ces changements consistent par exemple à étendre sur une grande échelle la couverture des pensions de retraite alors qu'elle était très limitée au départ, ou à procéder à une réforme fondamentale des régimes de retraite existants.

L'atelier a pour but:

- » D'améliorer les compétences des planificateurs et gestionnaires des régimes de pension et des représentants des partenaires sociaux impliqués dans la gouvernance des institutions de sécurité sociale et dans la conception et l'administration des régimes de pension;
- » D'accroître le degré de sensibilisation aux implications économiques et financières des systèmes de retraite;
- » De permettre l'adoption d'un point de vue international pour l'étude des questions de retraite grâce à des analyses comparatives et au partage des expériences d'autres régimes.

Cet atelier est destiné aux dirigeants et au personnel des régimes de retraite, aux fonctionnaires des principaux ministères responsables de la conception et de la supervision des systèmes de protection sociale et aux représentants des partenaires sociaux impliqués dans la gouvernance des institutions de sécurité sociale. Une visite d'étude aux sièges d'institutions de sécurité sociale italiennes telles que l'Institut national d'assurance contre les accidents du travail (INAIL), l'Institut national d'assurance pour le personnel de l'administration publique (INPDAP) et l'Institut national d'assurance sociale (INPS) à Rome est organisée durant la deuxième semaine de l'atelier afin de permettre l'étude de certains aspects pratiques de la gestion des régimes de retraite.

De plus amples informations peuvent être obtenues à l'adresse: http://itcilo.org/en/calendar/4268/?searchterm=language_id=1

Contacts

Ginette Forgues

Directrice

Programme de protection sociale

g.forgues@itcilo.org

+39 011 6936 545

Pablo Casali

Responsable de programme

Programme de protection sociale

p.casali@itcilo.org

+39 011 6936 766

Stratégies pour l'extension de la protection sociale (cours également dispensé en français et en espagnol)

Cours n° A901258

Turin, 2-13 novembre 2009

Dans le monde, une personne sur cinq seulement bénéficie d'une couverture suffisante de la sécurité sociale. Ce manque de protection sociale est en grande partie concentré dans l'économie informelle, où les femmes et les personnes vulnérables sont plus nombreuses. Cette situation a à son tour un important impact sur le bien-être, le niveau de pauvreté et l'intégration sociale des familles.

L'OIT a lancé la Campagne mondiale sur la sécurité sociale et la couverture pour tous. De nouvelles stratégies pour l'extension des mécanismes traditionnels de protection sociale et l'élaboration de systèmes décentralisés sont en cours de mise au point sur tous les continents. L'OIT encourage et favorise l'adoption d'un seuil minimum en matière de sécurité sociale permettant d'offrir une couverture de base universelle à tous les citoyens d'un pays. Des liens et passerelles sont en voie d'établissement entre les systèmes décentralisés communautaires et les autres formes de protection sociale et de mesures publiques.

Le but recherché consiste à renforcer la capacité des planificateurs et des acteurs sociaux à concevoir des stratégies tripartites d'extension de la protection sociale à tous. Et aussi:

- » À mieux comprendre le rôle de la protection sociale, en tenant compte des préoccupations pour l'égalité entre hommes et femmes;
- » À mieux comprendre les divers systèmes et outils obligatoires et décentralisés de fourniture d'une protection sociale aux différents groupes;
- » À recenser les facteurs qui facilitent, empêchent et influencent la conception, l'établissement et le fonctionnement de mécanismes de protection sociale tenant compte des besoins des deux sexes pour les personnes qui travaillent dans le secteur informel de l'économie;
- » À étudier les initiatives et stratégies adaptées à la crise financière;
- » À adopter un point de vue international sur la façon d'étendre la couverture de la protection sociale, au moyen d'analyses comparatives et d'un partage des expériences;
- » À recenser les réseaux existants et les différentes sources de partage d'informations sur les expériences novatrices et prouvées.

2 Amériques

2.1 QUATRIN-AMÉRIQUES

Formation à la protection sociale pour les Amériques

QUATRIN-AMÉRIQUES est un programme de formation aux méthodes quantitatives appliquées à la protection sociale. Il a été lancé en 2007 par le Département de la sécurité sociale du BIT, en coopération avec le Centre international de formation de l'OIT à Turin. Le programme a été conçu dans le cadre de l'Agenda hémisphérique pour la promotion du travail décent aux Amériques (2006-2015), dont l'objectif fondamental est le renforcement et l'extension des régimes de protection sociale.



En 2008, le programme a mené à bien 15 activités de formation, qui ont regroupé plus de 600 participants de 35 pays, dont 40% (253) de femmes. Ces activités,

conduites en espagnol, portugais et anglais, ont couvert l'ensemble de la région latino-américaine et les points étudiés ont entre autres été les méthodes actuarielles et le financement de la sécurité sociale, l'extension de la protection sociale, le renforcement des systèmes de sécurité sociale et les notions de base en sécurité sociale.

Pour 2009, l'objectif de QUATRIN-AMÉRIQUES consiste à former plus de 400 personnes, soit un total général de 1 000 participants en 2008-2009. Les activités déjà confirmées pour 2009 sont les suivantes:

» Un atelier sous-régional sur les méthodes actuarielles appliquées à la sécurité sociale, à Panama City, Panama, du 11 au 15 mai en collaboration avec l'ITC-Turin, le CSS du Panama, le Centre interaméricain d'études de la sécurité sociale (CIESS) et le Bureau sous-régional du BIT pour l'Amérique centrale et le Panama.



» Formulation de politiques et gestion de la sécurité sociale en Amérique latine (apprentissage à distance), 29 juin-27 novembre, également en collaboration avec l'ITC-Turin.

» Méthodes actuarielles et financement de la sécurité sociale, Caracas, Venezuela, 20-25 juillet, en collaboration avec l'Université centrale du Venezuela et le Bureau sous-régional du BIT pour les pays andins.

» Atelier sur le financement et la gouvernance de la sécurité sociale, Cartagena de Indias, Colombie, 18-28 août, en collabo-

ration avec l'ITC-Turin, l'AECI (Espagne), EUROsociAL, le CIESS et le Bureau sous-régional du BIT pour les pays andins.

» Stratégies pour l'extension de la protection sociale aux travailleurs de l'économie informelle, Santiago du Chili, 19-30 octobre 2009, en collaboration avec l'ITC-Turin, EUROsociAL et le Bureau sous-régional du BIT pour le cône Sud de l'Amérique latine.



» Diplôme de méthodes actuarielles et financement de la sécurité sociale, Bogota, Colombie, 27 juillet-3 août, en collaboration avec l'Université Externado de Colombie, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (ECLAC) et le CIESS.

» Atelier régional sur la mesure et le suivi de l'extension de la couverture des régimes de sécurité sociale pour l'Agenda hémisphérique, 29 juin-3 juillet 2009, Sao Paulo, Brésil, en collaboration avec le Ministère de la protection sociale du Brésil, EUROsociAL, le Bureau sous-régional pour le cône Sud de l'Amérique latine et le BIT-Brasil.



» Atelier national de haut niveau sur la modélisation actuarielle, 31 août-2 septembre 2009, Brasília, en collaboration avec le Ministère de la protection sociale du Brésil, l'Institut de recherche en économie appliquée (IPEA) et le BIT-Brasil.

D'autres activités sur l'impact de la crise financière sur les systèmes de sécurité sociale et la mesure et le suivi de la couverture sont prévues ; les dates et les lieux où elles auront lieu seront confirmés dans les prochains bulletins d'information et à l'adresse suivante: http://white.oit.org.pe/spanish/260ameri/oitreg/activid/proyectos/actrav/proyectos/proyecto_ssos/index.html

QUATRIN-AMÉRIQUES est en train de renforcer les liens entre les universités et les centres d'apprentissage et de



formation en prenant des mesures d'incitation à la création de chaires de travail décent et de sécurité sociale. Ces chaires universitaires permettront de promouvoir la coopération en créant sur tout le continent américain des réseaux d'établissements d'enseignement supérieur et d'universités pour assurer l'accès aux connaissances dans le domaine de la sécurité sociale, dans le cadre de l'Agenda du travail décent, ainsi que le transfert, l'échange et le partage de ces connaissances.

Contacts

Vinicius Pinheiro

Spécialiste principal en sécurité sociale,
 Coordonnateur pour les Amériques (*par intérim*)
 pinheiro@ilo.org
 +41 22 799 7154

Sergio Velasco

Spécialiste principal en sécurité sociale pour l'Amérique centrale
 velasco@sj.oit.or.cr
 +50622078700

Fabio Duran

Spécialiste principal en sécurité sociale pour les pays andins
 duranf@oit.org.pe
 +5116150300 # 376

Fabio Bertranou

Spécialiste principal en sécurité sociale pour le cône Sud de l'Amérique latine
 bertranou@oit.chile.cl
 +562 5805561

Contacts

Carmen Benítez

ACTRAV/Lima
 benitezc@oit.org.pe
 +511 6150300

Jesús García

ACTRAV/Turin
 jimenezj@itcilo.org
 +39 011 6936 407

2.3 Les travailleurs latino-américains sensibilisés à la Convention n° 102 de l'OIT et aux autres conventions connexes de l'Organisation

Suite aux discussions tenues lors de la réunion régionale tripartite sur l'avenir de la sécurité sociale en Amérique latine, qui a eu lieu en décembre 2007 à Santiago du Chili, le BIT envisage d'organiser un séminaire de formation à l'intention des représentants des organisations de travailleurs de l'Amérique latine, sur la Convention n°102 de l'OIT concernant la sécurité sociale (norme minimum) et sur d'autres instruments relatifs à la sécurité sociale.

L'extension de la sécurité sociale à tous est un important élément constitutif du mandat constitutionnel de l'OIT, énoncé dans le Préambule de la Constitution de l'OIT, réaffirmé dans la Déclaration de Philadelphie (1944) ainsi que dans la résolution et les conclusions relatives à la sécurité sociale de la CIT 2001, et réaffirmé aussi dans la Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable (2008).

Les normes de sécurité sociale actualisées sont le principal instrument de l'OIT pour atteindre cet objectif. Parmi ces normes, la Convention n° 102 concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952, est la convention phare dans ce domaine, car elle est la seule à définir les neuf branches de la sécurité sociale et à prescrire des normes minimum et des principes fondamentaux pour ces branches. Étant donné qu'elle contient une définition acceptée au niveau international du principe même de la sécurité sociale, la Convention n° 102 est reconnue comme un symbole. Elle joue un rôle clé dans la réalisation du droit à la sécurité sociale dans le cadre des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. De plus, les conventions actualisées sur la sécurité sociale, et plus particulièrement la Convention n° 102, ont eu et ont toujours un impact positif sur l'élaboration des régimes de sécurité sociale dans la plupart des pays du monde entier et elles servent de modèle pour la conception d'instruments régionaux.

La ratification et la mise en œuvre proprement dite de la Convention n°102 et des autres conventions relatives à la sécurité sociale sont de toute première importance, en particulier en période de crise, pour sauvegarder les droits des travailleurs à la sécurité sociale. À cet égard, le BIT tient à respecter l'engagement qu'il a pris en 2007 à Santiago du Chili, concernant

2.2 Formation en sécurité sociale pour les organisations de travailleurs (SSOS)

En 2007, le Bureau des activités pour les travailleurs (ACTRAV) du BIT, dans le cadre de son programme de protection sociale, et l'ITC-Turin, dans le cadre de ses programmes d'activités pour les travailleurs, ont lancé un programme spécial pour les Amériques (SSOS)



pour la formation et le renforcement des capacités des syndicats dans le domaine de la sécurité sociale, et ce dans le cadre du travail décent. Le SSOS est financé par le Ministère du travail espagnol et est mis en œuvre au Pérou et en Colombie pour

la sous-région des Andes, au Honduras et en République dominicaine pour l'Amérique centrale, dans les pays hispanophones des Caraïbes, ainsi qu'en Argentine, en Uruguay et au Paraguay dans le cône Sud. Le projet est plus particulièrement axé sur les femmes et les jeunes.

Le SSOS organise des cours de formation aux niveaux national, sous-régional et régional et réalise des activités d'apprentissage à distance pour tous les pays qui relèvent de son mandat. La conception de l'ensemble des cours est une responsabilité technique de la direction du SSOS mais les conseils et la collaboration technique sont assurés par l'unité d'éducation, de formation et de renforcement des capacités de SEC/SOC à Genève.

Renforcement des capacités des syndicats

l'organisation d'un séminaire de formation sur la Convention n° 102 et sur les autres conventions relatives à la sécurité sociale.

Ce séminaire permettra:

- » De familiariser les participants avec le mandat de l'OIT en matière de sécurité sociale et son approche basée sur les droits;
- » De présenter de façon claire les conventions relatives à la sécurité sociale comme le principal instrument permettant à l'OIT de remplir son mandat;
- » D'expliquer en détail les normes actualisées en matière de sécurité sociale, et en particulier la Convention n° 102;
- » D'expliquer comment les conventions peuvent aider les travailleurs à faire respecter leurs droits en matière de sécurité sociale.

La Banque de prévoyance sociale (Banco de Previsión social, BPS) d'Uruguay, par la voix de son Président M. E. Murro, s'est proposée pour accueillir ce séminaire et fournira les locaux, l'équipement électronique et les autres installations nécessaires pour produire et imprimer les documents du séminaire. Un représentant de chacune des organisations de travailleurs des pays latino-américains sera invité à participer à ce séminaire de 4 à 5 jours, qui aura lieu au cours du deuxième trimestre 2009.

Contact

Ursula Kulke

Coordonnatrice du Service des normes et du Service juridique
kulke@ilo.org
+41 22 799 7790

2.4 Argentine: Séance de formation sur les plates-formes GESS et GIMI

Une séance de formation sur les plates-formes GESS/GIMI du Département de la sécurité sociale du BIT et sur le réseau Acym aura lieu les 11 et 12 mai 2009 à Buenos Aires. Des cadres de la Confederación Argentina de Mutualidades (CAM), de la Federación Argentina de Mutuales de Salud (FAMSA), de la Federación Argentina de Entidades Solidarias de Salud Coop. Ltda (FAESS) et de la Federación de Mutuales de Servicios de la Seguridad Social de la Ciudad de Buenos Aires (FEMUSSS) participeront à cette formation. Cette dernière a pour objectif de mieux faire connaître les plates-formes GESS et GIMI.

Contact

Christian Jacquier

Coordonnateur, Programme STEP
jacquier@ilo.org
+41 22 799 7449

Victoria Giroud-Castiella

Assistante, Gestion de l'information
giroud@ilo.org
+41 22 799 6072

2.5 Initiatives nationales en matière d'éducation

Dans de nombreux pays, le manque de protection sociale est associé à un manque d'information. La plupart des travailleurs ne sont pas conscients de leurs droits et obligations, et/ou ne sont pas suffisamment convaincus de l'importance de la protection sociale contre les risques au travail. L'information, l'éducation et le renforcement des capacités sont des éléments essentiels des stratégies les plus importantes pour accroître la couverture. Il existe cependant plusieurs exemples d'éducation aux questions de protection sociale dans un certain nombre de pays d'Amérique latine. Avec ces pays, QUATRAIN-AMÉRIQUES est en train d'élaborer une stratégie d'apprentissage et de renforcement des capacités grâce à des échanges entre pays, et d'intégrer les bonnes pratiques dans son programme de cours de formation.

Éducation à la protection sociale en Amérique latine

Le programme de stabilité sociale du Brésil, lancé en 2000 et renommé ultérieurement «Programme d'éducation en protection sociale», comprend une série d'activités d'éducation décentralisées menées par les membres du personnel de l'Institut national de sécurité sociale, en coopération avec les acteurs sociaux, des associations, des institutions publiques nationales et locales, des universités, des ONG, etc. Ce programme est destiné à un certain type de travailleurs qui ne sont pas suffisamment couverts (employés de maison, travailleurs indépendants, travailleurs ruraux, etc.). Les stratégies de communication et d'éducation sont adaptées aux types d'activités professionnelles et tiennent compte des différences régionales.



En Uruguay, la Banque de protection sociale investit pour les générations futures, en faisant entrer l'éducation à la protection sociale dans les établissements d'enseignement primaire et secondaire. Des manuels et des outils interactifs sur Internet ont été mis au point à l'intention des enseignants, des élèves et des adolescents. Le langage utilisé est adapté aux différents âges, et la Banque de protection sociale a recours à des systèmes de communication électronique tels que des dessins animés et des films.

Au Chili, la réforme récemment opérée comprend un solide volet éducatif. Sur la base des résultats d'une enquête, le gouvernement a conclu que le déficit du régime de retraite actuel est provoqué par un important manque de connaissances quant à la façon dont ce régime fonctionne. Le gouvernement chilien a lancé une campagne massive d'information et d'éducation à la protection sociale, et a organisé un concours pour recenser et récompenser les meilleures pratiques.



GOBIERNO DE CHILE

L'éducation à la protection sociale reste le principal domaine de formation du programme, conformément à l'objectif général de l'extension et du renforcement des systèmes de sécurité sociale fixé par l'Agenda hémisphérique du travail décent.

Contacts

Fabio Bertranou

Spécialiste principal en sécurité sociale pour le cône Sud de l'Amérique latine
bertranou@oit Chile.cl
+562 5805561

Ernesto Murro

Président, Banco de Previsión social
emurro@bps.gub.uy
+598 24001921

Brasil

<http://www.previdencia.gov.br/conteudoDinamico.php?id=35>

3 Afrique

Bien que la sécurité sociale soit un droit de l'homme fondamental, elle n'est pas encore accessible à la plupart des gens en Afrique. Pour apporter la sécurité sociale aux travailleurs et à leurs familles, notamment aux travailleurs migrants, il faut renforcer la capacité des gouvernements à déceler et satisfaire les besoins. Ce problème a été clairement identifié lors de la 11e Réunion régionale africaine tenue en avril 2007.

Le BIT déploie beaucoup d'efforts pour contribuer à la création d'un environnement facilitant la réalisation des objectifs sociaux de chaque société, sans corruption et avec des transferts sociaux transparents et bien organisés, gérés efficacement. Une condition nécessaire à la réussite de la fourniture de la sécurité sociale est que les experts, les gestionnaires, les décideurs politiques et les partenaires tripartites soient suffisamment bien formés.

Dans ce contexte, la 11e Réunion régionale africaine a été axée sur l'Agenda du travail décent en Afrique pour 2007-2015 et les gouvernements africains sont convenus que «la mise sur pied de systèmes de sécurité sociale durables exige un engagement national et à long terme». Un tel engagement implique l'acquisition et le renforcement de capacités nationales, par l'éducation, la formation et le développement des capacités, que ce soit de façon structurée ou sur une base ponctuelle.

SEC/SOC réalise un large éventail d'activités dans toute la région, dont un grand nombre dans les domaines de la coopération technique et des services consultatifs. Son action ciblée a pour but de répondre à la demande régionale et aux besoins en éducation, en formation et en renforcement des capacités dans le domaine de la protection sociale. Les principales activités sont concentrées sur le projet QUATRRAIN-AFRIQUE et le projet STEP-Portugal.

Contacts

Tharcisse Nkanagu

Coordonnateur de la sécurité sociale pour la région africaine
nkanagu@ilo.org
+41 22 799 6736

3.1 QUATRRAIN-AFRIQUE

QUATRRAIN-AFRIQUE a été lancé sous la direction du Bureau régional pour l'Afrique avec l'appui technique de SEC/SOC et de l'ITC-Turin, et un financement de la République fédérale d'Allemagne, par la *Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ) GmbH*. Il dispense un enseignement et une formation dans douze pays : cinq pays anglophones (Lesotho, Namibie, Nigeria, Sierra

**Activités
et cours de
formation
pour les pays
africains**



Leone et Zambie), six pays francophones (Burundi, Cameroun, Guinée, Madagascar, Rwanda et Sénégal) et un pays lusophone (Mozambique).

Le projet consiste principalement à créer des capacités de formation permanente dans les sous-régions et au niveau régional. L'ITC-Turin fournira une formation permanente aux « membres » tripartites.

La première réunion de formation de haut niveau a eu lieu du 8 au 12 décembre 2008 à Turin, et a regroupé des représentants tripartites venus étudier la meilleure façon d'utiliser les fonds publics



disponibles dans leurs pays respectifs et d'étendre efficacement la couverture de la sécurité sociale. Des ateliers parallèles ont été organisés en anglais et en français.

Les prochaines activités de formation pour les membres tripartites dans les pays anglophones de QUATRRAIN-AFRIQUE auront lieu du 25 au 29 mai à Livingstone, en Zambie. Une formation spécifique de pays devrait être dispensée au Mozambique et dans d'autres pays de QUATRRAIN-AFRIQUE. Un cours en langue française sera organisé en été 2009 pour l'Afrique occidentale.

Le projet s'appuie également sur l'université partenaire du BIT en Afrique pour devenir un centre d'excellence dans le domaine de la formation des gestionnaires de la sécurité sociale et des spécialistes des finances de la protection sociale dans tous les pays africains et éventuellement en Asie du Sud. Une maîtrise pratique en financement de la protection sociale est à l'étude. Les cours dispensés en vue de l'obtention de cette maîtrise associeront des travaux dirigés et des travaux pratiques pertinents pour les institutions d'origine des participants.

Les participants seront aidés financièrement par les institutions de sécurité sociale et les ministères compétents impliqués dans la planification et la fourniture de la sécurité sociale. Deux cours de formation pilotes préparatoires doivent avoir lieu en octobre

et novembre 2009, et le programme de maîtrise pratique sera officiellement proposé pour la première fois au cours de l'année universitaire 2010.

Contacts

Anne Drouin

Coordonnatrice
Gouvernance et ILO-FACTS
+41 22 799 6375

Ed Tamagno

Spécialiste principal
Sécurité sociale et migrations internationales
quatrain-africa@ilo.org

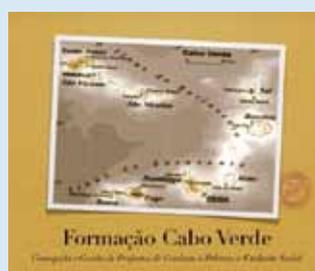
3.2 Cap-Vert: activités de formation de STEP Portugal

Cours de formation à la radio et en face-à-face au Cap-Vert

Ces cinq dernières années, la formation a représenté un important élément des activités de coopération technique de STEP Portugal visant à renforcer la capacité des organisations des pays africains lusophones à œuvrer en faveur de l'inclusion sociale et de l'extension de la protection sociale.

Par l'intermédiaire du CIARIS (centre d'apprentissage et de ressources sur l'inclusion sociale), STEP Portugal a organisé plusieurs cours de formation en utilisant différentes méthodes (en face-à-face, en ligne et avec une combinaison des deux).

Le projet sera exécuté durant les quatre prochaines années avec l'aide du gouvernement du Portugal. STEP Portugal concentrera ses activités sur le renforcement des capacités institutionnelles, avec pour objectif l'extension de la protection sociale aux populations exclues. L'ITC-Turin dispensera une formation sur place aux pays africains qui ont pour langue officielle le portugais.



Cap-Vert: Initiatives réussies en matière de formation

La formation fait partie d'un soutien de plus grande ampleur apporté au gouvernement du Cap-Vert pour étendre la couverture de la protection sociale et réduire l'exclusion sociale. Dans ce pays, deux activités de formation constituent de bons exemples de l'efficacité du travail accompli jusqu'à présent:

(a) Formation à la radio: «Stratégies pour lutter contre l'exclusion sociale»

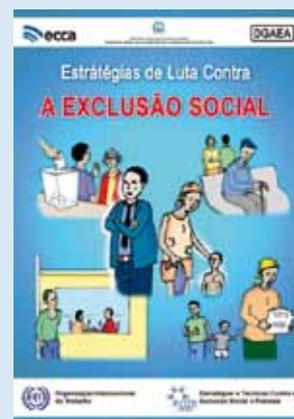
Ce cours de formation a été organisé en raison de l'intérêt exprimé par la Direction générale de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes (DGAEA-Ministère de l'éducation, Cap-Vert)

pour une adaptation des matériels de formation en ligne du CIARIS aux méthodes de formation à la radio, dans le but de pouvoir atteindre au Cap-Vert un nombre important de dirigeants communautaires qui n'ont pas accès à Internet. En partenariat avec STEP Portugal, la DGAEA a concrétisé cette idée en adaptant les matériels et en organisant un cours de formation pertinent entre février et avril 2008, dans le cadre de programmes radio hebdomadaires venant compléter les différents modules théoriques du cours. Le cours incluait les témoignages de différentes parties nationales intéressées travaillant dans le domaine de l'exclusion sociale, ainsi que des invitations de ces parties à venir se rendre compte sur place. Les programmes radio étaient complétés par des cours hebdomadaires en face à face.

Au total, 234 participants se sont inscrits au cours et 211 l'ont suivi jusqu'au bout avec succès. Outre ce taux élevé de participation et de réussite, le cours a suscité beaucoup de satisfaction chez les participants. La DGAEA a décidé d'incorporer le cours dans son programme de formation régulier, garantissant ainsi la durabilité de l'initiative.

(b) Appropriation de la formation: «Concevoir et gérer des projets pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale»

Ce programme de formation, organisé par le Ministère du travail et mis en œuvre par quatre formateurs anciens stagiaires du CIARIS constitue un excellent exemple d'appropriation d'une initiative. Il était basé sur une reproduction et une extension d'actions de formation antérieures (pour l'essentiel via le CIARIS en ligne) à d'autres personnes impliquées dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, qui n'avaient pas nécessairement accès à Internet.



Les six séances de formation en face à face ont eu lieu dans différentes îles. À la fin de la formation, les participants ont été invités à préparer un projet d'intervention. Chaque séance de formation en face à face a alors été suivie par une période de trois semaines d'assistance technique chez l'employeur par les formateurs respectifs.

Le nombre total de 97 participants a été plus élevé que prévu. La grande majorité de ces participants étaient des membres d'organisations communautaires impliquées dans des actions en faveur de l'inclusion sociale et de la protection sociale.

Plus important encore, sur un total de 26 projets d'intervention élaborés, 20 ont fait l'objet d'une approbation financière et un certain nombre d'entre eux sont déjà en cours de mise en œuvre. Ces projets contribuent à la promotion de l'inclusion sociale et de l'extension de la protection sociale au niveau local.

Contacts

Luis Frota

Spécialiste en sécurité sociale
frota@ilo.org
+221 33889 2963

Luis Manuel Soares

Expert associé
soaresl@ilo.org
+41 22 799 7943

3.3 Cours de formation sur la sécurité sociale pour les travailleurs migrants africains (MIGSEC)

Le Bureau régional du BIT pour l'Afrique est en train de mettre en œuvre un nouveau projet sur l'extension



de la couverture de la sécurité sociale aux migrants, en étroite collaboration avec le Programme des migrations internationales du BIT et SEC/SOC à Genève, et avec l'appui du gouvernement

allemand (2008-2010). Les objectifs du projet consistent à améliorer les stratégies nationales et régionales d'extension de la couverture de la sécurité sociale aux travailleurs migrants africains et à leurs familles.

Bien qu'il existe plusieurs mécanismes pour atteindre ces objectifs, le plus prometteur est celui consistant à conclure des accords/

traités de sécurité sociale permettant de coordonner les régimes de sécurité sociale de deux pays ou plus afin d'éliminer, ou à tout le moins de réduire, les obstacles à la couverture que les travailleurs migrants rencontrent souvent.

Un élément clé du projet MIGSEC est l'organisation d'un cours de formation à l'intention des experts africains afin de permettre à ces derniers de planifier, négocier et appliquer ces accords dans leurs pays respectifs.

Le BIT organise, du 4 au 15 mai, à l'ITC-Turin, une formation d'experts tripartites sur «Le renforcement de la sécurité sociale des travailleurs migrants africains et de leurs familles».

Ce cours de formation réunira plusieurs hauts fonctionnaires des ministères et des institutions de sécurité sociale de neuf pays africains (Kenya, Ouganda, Tanzanie, Rwanda, Éthiopie, Zambie, Afrique du Sud, Maurice et Ghana), ainsi que des représentants d'organisations d'employeurs et de travailleurs.

Son principal objectif est de renforcer les capacités des partenaires tripartites en Afrique afin d'élaborer, planifier et mettre en œuvre des mesures spécifiques d'extension de la couverture de la sécurité sociale aux travailleurs migrants et à leurs familles, sur la base des normes et bonnes pratiques internationales en matière d'intégration et de développement régionaux.

Programme d'extension de la sécurité sociale aux travailleurs migrants africains

Contacts

Ed Tamagno

Spécialiste principal
tamagno@ilo.org

3.4 Transferts de connaissances en Tanzanie et en Zambie

L'un des objectifs du projet du DFID (Département du Royaume-Uni pour le développement international) et du BIT pour la Tanzanie et la Zambie consiste à faire en sorte que des transferts de connaissances aient lieu pendant la période de mise en œuvre du projet. Il s'agit de



mettre sur pied un «réseau»

durable mais informel de professionnels nationaux travaillant sur les questions de protection sociale en Tanzanie (aussi bien en Tanzanie continentale qu'à Zanzibar) et en Zambie.

A ce jour, la principale activité de transferts de connaissances a été le transfert de la méthode utilisée pour l'analyse des dépenses et de la performance de la protection sociale nationale et pour la préparation des budgets sociaux pour la Zambie et la Tanzanie continentale.

Dans ces deux pays, les Ministères du travail respectifs chargés de la protection sociale ont assuré, en collaboration avec les coordonnateurs des projets nationaux du BIT - les fonctions de secrétariat du réseau dont on espère qu'il va regrouper des fonctionnaires des ministères intéressés par la politique de la protection sociale, des représentants des régimes de retraite nationaux, d'autres partenaires sociaux et des universitaires.

Le réseau se réunira fréquemment et entreprendra des activités de formation dans les domaines de la politique publique, de l'économie, du droit, des statistiques et de la science actuarielle. Bien que ce réseau soit organisé par le personnel de projet du BIT, c'est une combinaison de membres du personnel du projet, d'autres experts et de membres du réseau qui dispensera la formation, laquelle débutera au printemps 2009 et se poursuivra à intervalles réguliers jusqu'à la fin du projet en décembre 2009.

Contacts

Pauline Barrett

Responsable de projet
barrett@ilo.org
+41 22 799 6294

Ross Leach

Responsable de l'élaboration de modèles économiques
leach@ilo.org
+41 22 799 6203

3.5 Cours sur les stratégies d'extension de la protection sociale

Ce cours de formation interrégional, qui a eu lieu du 17 au 28 novembre 2008 à Dakar, au Sénégal, a été organisé par le Programme de protection sociale de l'ITC-Turin, en partenariat avec le programme STEP. Il avait pour principal objectif de renforcer la capacité des partenaires sociaux et des décideurs à concevoir des stratégies tripartites d'extension de la protection sociale. Les participants, appartenant à différents ministères techniques, à des régimes obligatoires et volontaires, à des syndicats, etc. du Burkina Faso, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, de la RDC, de la Guinée, du Mali, d'Haïti, de Mauritanie, du Maroc, du Rwanda et du Sénégal ont échangé leurs points de vue sur l'élaboration en cours de régimes novateurs qui permettraient de parvenir progressivement à une couverture universelle. Ils ont conçu des plans d'action réaffirmant leur volonté de participer efficacement à l'extension de la protection sociale. Les travaux en cours pour l'extension de l'assurance maladie sociale à tous au Burkina Faso, ainsi qu'en Côte d'Ivoire, témoignent de la volonté politique et de l'engagement concret des pays.

3.6 Le projet STEP Belgique

Ce projet a pour but d'encourager et favoriser l'extension de la protection sociale à tous dans le monde entier. Pour ce faire, il consiste à produire et diffuser des matériels de formation et des informations (manuels, guides, études) à l'appui des régimes de micro-assurance maladie. Le projet consiste à concevoir et mener des activités de formation dont le but est la création de compétences et le transfert de connaissances. Il comprend l'organisation d'ateliers de formation spécifiques et de séances de travail à l'intention du grand public, des acteurs nationaux et des décideurs politiques. Ces outils et activités de formation visent à professionnaliser les régimes dont la conception est simple mais qui ont besoin d'un degré élevé de professionnalisme et d'organisation institutionnelle pour être crédibles et efficaces en tant que solution intégrée aux régimes nationaux de protection sociale.

En République démocratique du Congo, les résultats des activités de formation ont été les suivants :

- 710 représentants syndicaux d'entreprises ont été formés à la Convention n°102, à la sécurité sociale en RDC, à la micro-assurance maladie et aux mutuelles de santé au cours de différentes activités de formation qui ont eu lieu : du 20 au 24/11/2008 ; du 10 au 14/11/2008 ; du 24 au 28/11/2008 ; du 11 au 15/11/2008 ; du 17 au 21/12/2008 ; du 20 au 24/12/2008.

- 22 cadres et employés du district de santé de Kwango ont été formés à la protection sociale, à la micro-assurance maladie, aux mutuelles de santé et au financement de la santé par l'assurance maladie lors d'un atelier de formation tenu les 23 et 24 septembre 2008.

- 55 cadres du Secrétariat général à la prévoyance sociale du Ministère de l'emploi, du travail et de la prévoyance sociale ont été formés à la Convention n°102, à la sécurité sociale en RDC, à la micro-assurance maladie et aux mutuelles de santé les 13 et 14 mai 2007 et les 7 et 8 juillet 2007.

4 Asie

4.1 Thaïlande : Formation au financement de la santé

Université Naresuan, Thaïlande

Depuis 2008, le BIT (BIT-SEC/SOC) coopère avec l'Université Naresuan à Phitsanulok, en



Thaïlande, pour former des spécialistes de la région Asie au financement des systèmes de santé sociaux. Sur la base d'un Protocole d'accord signé par les deux parties en 2008, l'Université Naresuan tentera de mettre sur pied un programme de maîtrise en financement international des soins de santé (maîtrise en financement et gestion de la sécurité de la santé). L'élaboration du contenu et de la structure du cours a été financée par l'Union européenne et effectuée par BIT-SEC/SOC en collaboration avec Evaplan, Heidelberg, Allemagne. Le programme du cours reflète en grande partie l'expérience pratique du cours de maîtrise de l'École de gouvernance de Maastricht, mais il a été adapté aux besoins de la région Asie.

Alors que le cours de Maastricht porte sur le financement et la conception de toute la gamme (des systèmes) de protection sociale, celui de Lausanne est pour l'essentiel consacré aux pensions. En revanche, le cours de l'Université Naresuan est axé sur le financement de la santé. Il comprendra cependant bon nombre d'éléments communs avec les cours de Maastricht et Lausanne, notamment dans les domaines de la démographie, de la macro-économie, de la notion de budgétisation sociale, etc. Comme à Maastricht et à Lausanne, tous les cours seront dispensés en anglais.

Nous n'avons pas confirmation pour l'instant des détails de l'apport effectif de BIT-SEC/SOC à ce cours. Il est très probable que BIT-SEC/SOC couvrira la « budgétisation sociale » et les thèmes qui s'y rapportent. L'Université Naresuan couvrira un grand nombre des détails techniques du financement des soins de santé y compris, le cas échéant, en invitant des spécialistes internationaux. Le cours comprend la préparation d'une thèse de maîtrise.

Contacts

Hiroshi Yamabana

Expert principal en sécurité sociale
yamabana@ilo.org
+6622881735

Wolfgang Scholz

Coordonnateur
Politique budgétaire et économique, renforcement des capacités
scholz@ilo.org
+41 22 799 6639

4.2 Séminaires asiatiques sur la Convention n° 102 et sur la série de prestations de base de la sécurité sociale



Chine. Le Ministère des ressources humaines et de la sécurité sociale du gouvernement chinois avait sollicité des observations sur son projet de loi sur l'assurance sociale. Les nombreuses références à la Convention n° 102 ont conduit le Ministère à demander l'organisation d'un séminaire pour fournir une analyse plus détaillée et des explications plus approfondies sur les dispositions prévues. Des consultations sont en cours pour confirmer les éventuels date et lieu.



Mongolie. Le Ministère de la protection sociale et du travail et l'Office général d'État pour la sécurité sociale du gouvernement de la Mongolie ont demandé au BIT d'organiser un séminaire sur la Convention n° 102. Il est pour l'instant prévu que ce séminaire ait lieu en mars 2009 à Oulan-Bator, et qu'il soit consacré à l'examen du concept de la série de prestations de base de la sécurité sociale.

Contacts

Aidi Hu

Coordonnatrice
hu@ilo.org
+41 22 799 6627

Ursula Kulke

Coordonnatrice du Service des normes et du Service juridique
kulke@ilo.org
+41 22 799 7790

4.3 Initiatives nationales en matière d'éducation



Thaïlande. De jeunes fonctionnaires du gouvernement de la Thaïlande et de ses institutions (telles que l'Office national de la sécurité en matière de santé, le Programme international de la politique de santé, le régime de prestations médicales de la fonction publique et le Bureau de la Commission des assurances) sont formés au financement de la politique sociale dans le cadre d'un cours du niveau de la maîtrise à l'École de gouvernance de l'Université de Maastricht.

Ce petit groupe de techniciens, qui travaillera en collaboration avec des experts du BIT, va élaborer des politiques de sécurité sociale et concevoir des moyens d'étendre et améliorer la sécurité sociale en Thaïlande, en particulier en ce qui concerne les aspects de la gouvernance financière et de la durabilité des régimes de sécurité sociale.



République de Corée. Les activités de renforcement des capacités et de sensibilisation constituent également de bons points de départ pour l'instauration de nouvelles prestations de sécurité sociale dans les différents pays. A Séoul, une formation à l'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles et à l'assurance-chômage a été dispensée en collaboration avec le Ministère du travail, l'Office coréen de protection et d'indemnisation des travailleurs et le Service coréen d'information sur l'emploi, dans le cadre du Programme BIT/Corée. Avec l'assistance technique spéciale fournie aux pays concernés, ces activités de formation ont également permis de mettre sur pied une assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles au Cambodge et une assurance-chômage au Viet Nam. De nombreux projets du BIT dans la région, en particulier sur la recherche quantitative et les évaluations actuarielles des régimes de sécurité sociale, comprennent des activités de formation et de renforcement des capacités, que ce soit sous la forme d'une formation en cours d'emploi ou d'un enseignement de haut niveau plus formel, par exemple à l'Université de Maastricht ou à l'ITC-Turin. Ces différents éléments essentiels permettent une meilleure compréhension et une plus grande durabilité des résultats obtenus.

5 États arabes

La nécessité du renforcement des capacités en sécurité sociale a été reconnue à plusieurs reprises comme l'une des principales priorités des pays arabes au niveau régional et dans plusieurs programmes de pays pour le travail décent dans la région⁵. Dans ses conclusions après la Réunion tripartite interrégionale sur l'avenir de la sécurité sociale dans les États arabes (Amman, 6-8 mai 2008), le BIT souligne à quel point le renforcement des capacités est important et précise que l'assistance dans ce domaine devrait être fournie par une entité régionale de conseil et de renforcement des capacités pouvant réagir de façon flexible aux demandes très hétérogènes des différents pays de la région.

Les mandants de l'OIT ont demandé à plusieurs reprises une formation spécialisée en sécurité sociale. Le renforcement des

⁵ Les priorités régionales du BIT pour la période biennale 2008-2009 comprennent l'extension de la couverture de la sécurité sociale, la réforme de la sécurité sociale et l'amélioration de la gouvernance (Programme et Budget du BIT, 2008-2009, p.16).

Programme de maîtrise en sécurité sociale pour les États arabes



capacités a également été reconnu comme une priorité de la région dans les réponses à un questionnaire distribué aux gouvernements et aux partenaires sociaux avant la réunion tripartite interrégionale.

Si pour le court terme, des cours sont certes dispensés en arabe et en anglais par l'ITC-Turin, il n'en est pas moins nécessaire de mettre sur pied un programme à long terme qui permettra aux fonctionnaires des ministères parvenus à mi-parcours de leur carrière, au personnel des institutions de sécurité sociale, aux partenaires sociaux et à d'autres organisations d'acquérir des connaissances et des compétences complètes directement utilisables dans les fonctions qu'ils exercent quotidiennement.

5.1 Planification d'actions régionales de renforcement des capacités

Afin de répondre à ce besoin, une étude a été engagée pour évaluer la faisabilité du lancement d'une action régionale de renforcement des capacités. L'entité créée à cet effet dans la région devrait devenir un centre d'excellence dans le domaine de la sécurité sociale pour les États arabes du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

Les besoins de formation spécifiques des États arabes seraient satisfaits par une approche modulaire, comprenant éventuellement un programme de maîtrise et deux programmes de certificat d'études supérieures. Les modules permettraient aux étudiants de classer leurs besoins de formation par ordre de priorité, et si nécessaire de prolonger leurs études de 2 ou 3 ans supplémentaires s'ils continuent à travailler. Les étudiants non diplômés pourraient également choisir des modules individuels et obtenir un certificat à condition d'avoir suivi les cours avec succès.

Les différents éléments envisagés sont les suivants :

1. Un programme de maîtrise en sécurité sociale (1 an), y compris la préparation d'une thèse de maîtrise (le diplôme de maîtrise devrait être agréé par le gouvernement concerné) ;
2. Un programme de certificat d'études supérieures en financement de la sécurité sociale (4 mois) ;
3. Un programme de certificat d'études supérieures en politique et gestion de la sécurité sociale (4 mois) ;
4. Des cours spéciaux (2-4 semaines).

Les activités de renforcement des capacités prévues pour 2009 comprennent un séminaire de formation régional sur la gouvernance de la sécurité sociale pour les représentants des institutions de sécurité sociale (en collaboration avec BIT/ITC-Turin) et plusieurs ateliers nationaux sur différents aspects de la sécurité sociale, dans le cadre des programmes de pays pour le travail décent.

Contact

Christina Behrendt

Spécialiste régional en sécurité sociale

behrendt@ilo.org

+961-1-752400 ext. 126

6 Plates-formes d'éducation, de formation et de partage des connaissances

Le Département de la sécurité sociale et l'ITC-Turin ont conçu trois plates-formes spécialisées pour répondre aux différents besoins en matière d'éducation, de formation et de ren-

forcement des capacités : la plate-forme **GESS** pour les questions d'extension mondiale de la sécurité sociale ; la plate-forme **CIARIS** pour les questions d'inclusion sociale et le **Campus virtuel de la protection sociale** pour toutes les questions de protection sociale dont traite le BIT, à savoir la sécurité sociale (retraites, santé), l'extension de la protection sociale, la sécurité et la santé au travail, les migrations et le VIH/Sida.

Partage des connaissances en protection sociale

6.1 La plate-forme GESS (Extension mondiale de la sécurité sociale)



La plate-forme GESS est une plate-forme Internet interactive de gestion et de partage des connaissances sur l'extension de la sécurité sociale, qui

constitue le principal instrument de gestion du savoir de SEC/SOC. Tous les membres du personnel de SEC/SOC ont été formés à l'ITC-Turin en septembre 2008 et se sont vus confier des responsabilités en matière de production des pages par pays, région et thème. Depuis lors, la production de contenu sur la plate-forme GESS s'est considérablement accrue et un groupe d'assistance a été mis sur pied pour faciliter l'utilisation de la plate-forme par SEC/SOC.

La plate-forme GESS est également un instrument de renforcement des capacités permettant à tous ceux qui œuvrent en faveur d'une couverture universelle de la sécurité sociale d'obtenir des informations (sur ce qui se passe) et d'acquérir des connaissances (sur la façon d'étendre la couverture). Elle contient des bases de données interactives (par exemple une bibliothèque en ligne, une section actualités, un glossaire, une section questions et réponses, des pages thématiques et par pays, des enquêtes, etc.) ainsi que des outils collaboratifs (par exemple des espaces de travail collaboratifs et des listes de discussion). Cette plate-forme peut faciliter les échanges d'informations et d'idées, regrouper des informations et des indications sur les expériences, recenser les lacunes dans les connaissances, produire de nouvelles connaissances et promouvoir l'innovation dans le domaine de l'extension de la sécurité sociale.

La plate-forme GESS est interactive et son utilisation est directement déterminée par l'utilisateur, dont elle facilite l'implication en lui permettant d'afficher des nouvelles d'actualité, de suggérer certaines ressources, de participer aux activités qui se déroulent dans les espaces collaboratifs et aux discussions en ligne, d'ajouter de nouvelles questions et réponses, etc.

De plus amples informations peuvent être obtenues à l'adresse: www.socialsecurityextension.org

Contact

Valérie Schmitt-Diabate
Spécialiste en extension de la protection sociale
schmitt-diabate@ilo.org
+41 22 799 6628

6.2 La plate-forme CIARIS (Centre d'apprentissage et de ressources sur l'inclusion sociale)

<http://www.ciaris.org/>



Le CIARIS est une plate-forme spécialisée créée pour contribuer au renforcement des capacités des professionnels en matière de conception, planification, gestion et évaluation de projets et politiques d'inclusion, et par conséquent pour promouvoir le travail décent. Le CIARIS regroupe des informations et des connaissances, établit des liens entre des personnes qui travaillent dans le domaine de l'inclusion sociale et de la lutte contre la pauvreté, fournit une formation et une assistance technique, et renforce le partage de connaissances.

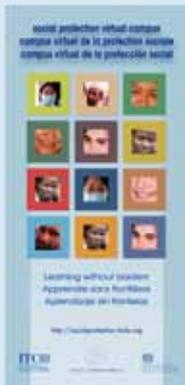
Les utilisateurs de cette plate-forme peuvent trouver des informations sur les membres du réseau, voir quels sont ceux qui travaillent dans leur propre domaine d'intérêt et lire leurs blogs. Ils peuvent également créer un espace de travail consacré à un projet de petite ou grande taille, à des discussions ou à une activité de formation.

Le CIARIS propose également une base de données mondiale de ressources, expériences et pratiques de lutte contre l'exclusion. Vous êtes cordialement invités à visiter son site et à ajouter de nouvelles ressources.

Contact

Philippe Marcadent
Coordonnateur
Outils pour le secteur informel
marcadent@ilo.org
+41 22 799 6685

6.3 Le Campus virtuel de la protection sociale



Le Campus virtuel a été inauguré le 9 juin 2008 lors de la 97e session de la Conférence internationale du Travail. Il s'agit d'une plate-forme unique et des plus avancées permettant d'accéder à la formation proposée par l'ITC-Turin et SEC/SOC.

Le campus virtuel est un portail conçu pour la génération et la diffusion de connaissances pluridisciplinaires et il a

pour objectif de développer les capacités institutionnelles et les compétences individuelles afin d'améliorer l'efficacité et étendre la portée des systèmes de protection sociale.

Le Campus virtuel de la protection sociale est un outil d'apprentissage à distance, de coopération technique, d'échange d'informations et d'expériences et de création de réseaux de contacts et de connaissances. Les professionnels travaillant pour des institutions de protection sociale, les représentants des travailleurs et des employeurs, les universitaires, les chercheurs, les étudiants, les collaborateurs d'ONG et les autres personnes intéressées sont invités à partager cet espace d'apprentissage permanent et de communication.

De plus amples informations peuvent être obtenues à l'adresse: <http://socialprotection.itcilo.org/index4.php?mod=home>

Contacts

Vinicius Pinheiro
QUATRAIN-AMÉRIQUES
Spécialiste principal en sécurité sociale
Coordonnateur pour les Amériques (*par intérim*)
pinheiro@ilo.org
+41 22 799 7154

Pablo Casali
Responsable de programme
Programme de la protection sociale
p.casali@itcilo.org
+39 011 6936 766

Futurs bulletins d'information du Département de la sécurité sociale:

- » «La politique de sécurité sociale, ça compte!», juin 2009;
- » «La coopération technique en matière de sécurité sociale, c'est important!», septembre 2009;
- » «Ce qui se passe dans le domaine de la sécurité sociale, c'est important!», décembre 2009.